



DÉCLARATION LIMINAIRE CTL 7 AVRIL 2021

Madame la Présidente,

Depuis le mois de Mars 2020, la crise du COVID continue ses ravages sur les plans économiques et sociaux.

En parallèle, malgré l'impact sur les agents de cette crise sanitaire, la DGFIP continue ses réformes à marche forcée ayant pour but ultime le maximum de suppressions de postes. L'objectif de la démarche est la suppression de toutes les trésoreries de proximité et un seul VRAI Centre des Finances Publiques Départemental.

Au niveau national comme au niveau local, la crise du COVID a bon dos.

La DGFIP fournit le matériel nécessaire pour que le plus d'agents possibles soient en télétravail et demande, en même temps, aux agents en présentiel, de participer à un accueil physique et téléphonique toujours important.

Les conditions de travail se sont dégradées (départs en retraite d'agents expérimentés, suppressions d'emplois...) et les agents en présentiel subissent une plus forte pression face à des usagers de plus en plus exigeants. L'administration devrait en tenir compte et les préserver. Cette situation est génératrice de stress et constitue un facteur de souffrance au travail.

Les télé travailleurs, eux, doivent souvent travailler dans des conditions inadaptées et beaucoup de disparités suscitent beaucoup d'incompréhension, voire un réel sentiment d'injustice.

Dans tel service, les agents seront fortement incités de travailler chez eux, dans tel autre, les collègues souhaitant télé travailler en seront empêchés. Pour les représentants de la CGT, la règle doit être le volontariat sauf avis du médecin de prévention.

Pour ce qui concerne la future campagne d'impôt sur les revenus, quelle sera l'organisation mise en place dans le département en sachant que les guichets resteront ouverts contrairement à 2020 ? Avec moins d'agents disponibles et déjà en grande souffrance pour assurer et assumer toutes leurs missions. En effet, ils sont toujours consciencieux et ne veulent pas les prioriser, comme précisé par la direction locale.

Les représentants CGT attirent votre attention sur le risque de forte affluence devant l'entrée du Bâtiment B de la Cité à Agen, mais sûrement aussi ailleurs.